



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 12/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADÉ ELECTRONIQUE

26 avenue des Champs Pierreux
92000 Nanterre

Références : ud95-2024-0617
Code AIOT : 0006507061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement TRIADÉ ELECTRONIQUE implanté 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (www.georisques.gouv.fr/).

L'inspection fait suite à l'incendie du 11 novembre 2023 qui a impacté les infrastructures du site. L'inspection a pour principal objectif de suivre les travaux de remise en état avant un futur redémarrage des activités de tri de DEEE envisagé au second semestre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADÉ ELECTRONIQUE
- 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006507061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société TRIADÉ ELECTRONIQUE (groupe Véolia) est un site ICPE autorisé et soumis à la directive IED au titre du BREF « traitement de déchets ». Il exerce une activité de traitement de déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques), dont des appareils contenant des batteries/piles lithium, sur un site d'une superficie d'environ 15 000 m² dont 7 000 m² de bâtiment à Gonesse.

Les conditions d'exploitation de l'établissement sont définies par l'arrêté d'autorisation du 11 avril 2000 complété en dernier lieu le 22 octobre 2021. Le site est notamment équipé d'un important broyeur de déchets qui permet d'obtenir un tri en sortie selon les types de fractions de déchets. Les départs de feu sont "réguliers" sur ce type de site compte tenu de la présence de ces déchets "à risque" et sont, la plupart du temps, gérés par l'exploitant lui-même.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des Déchets	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 5.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45	Sans objet
3	Détection incendie	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1	Sans objet
4	Évacuation et désenfumage	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en fonctionnement réduit depuis l'incendie. Les travaux en cours de réalisation devraient améliorer la gestion du risque incendie.

L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale un rapport à porter à connaissance présentant les travaux qui seront réalisés et modifiant l'état initial du site avant l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination [...]en particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection fait suite à l'incendie qui a fortement endommagé une partie des équipements et des bâtiments du site le 11 novembre 2023.</p> <p>Afin de suivre la remise en état des installations, l'inspection a donc organisé cette visite afin de se faire présenter l'avancement des travaux et de vérifier leur conformité à l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation du site de juillet 2020.</p> <p>L'inspection a permis de constater que dans les parties non impactées par l'incendie, les activités sont réalisées sur dalles béton dont l'étanchéité n'est visiblement pas mise en défaut.</p> <p>Dans les parties soumises à l'incendie, les dalles ont été en grande partie démolies puis reconstruites.</p>

<p>De manière générale pour tous les points contrôlés lors de cette inspection et qui concernent les travaux de remise en état du site, l'exploitant a indiqué qu'ils visaient à renforcer significativement la résistance au feu des infrastructures, mais aussi les moyens d'intervention et l'organisation des secours. Toutes les modifications engagées vont dans le sens d'une amélioration globale de la gestion du risque incendie.</p> <p>L'inspection a cependant rappelé à l'exploitant que toute modification d'une exploitation soumise à autorisation environnementale nécessite de transmettre à l'autorité préfectorale un porter à connaissance permettant de juger le caractère notable ou non puis substantiel ou non des modifications proposées dans l'installation, conformément l'article R.181-46, II du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection a bien noté que les travaux réalisés ne visent pas à augmenter les capacités ni à ajouter de nouveaux process. L'inspection demande donc à l'exploitant de reprendre l'ensemble de ses arrêtés préfectoraux en vigueur afin de vérifier si les travaux en cours de réalisation ne remettent pas en cause le dossier à l'origine de l'instruction de l'autorisation environnementale, en tout cas pour ce qui concerne les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement. Il convient également de vérifier les formulations des prescriptions techniques associées aux différents arrêtés en vigueur pour le site de Gonesse.</p> <p>Il est également rappelé que ces travaux doivent permettre la mise en conformité du site aux obligations de renforcement de la prévention des risques incendies pour ce type d'installation de tri transit de déchets prévu dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir un porter à connaissance (PAC) des modifications du site envisagées et réalisées dans le cadre des travaux de remise en conformité et d'amélioration du site suite à l'incendie du 11 novembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, AN24 Trackdéchets RNDTS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est fait présenter l'outil par l'opérateur sur site en charge du suivi des déchets entrants et sortants.</p> <p>L'exploitant a atteint une bonne maîtrise de l'outil et ne rencontre plus de difficultés aussi bien en termes de traçabilité électronique des déchets entrants sur site que de ceux sortants.</p> <p>Trackdéchets interfacé à son logiciel interne est son outil de gestion unique des flux.</p> <p>La prescription est respectée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est également doté d'une installation de détection incendie comportant un double système de surveillance. Celui-ci comprend des détecteurs de fumée et des détecteurs de flammes. Les emplacements de ces détecteurs sont judicieusement choisis. Ils sont notamment positionnés au niveau des alvéoles de stockage, du démanteleur et de ses convoyeurs. En cas de détection d'un départ de feu, l'information est aussitôt et automatiquement transmise aux équipes en place par des moyens appropriés, ainsi qu'au gardien. Lors d'un déclenchement de nuit, le gardien et les équipes d'astreinte sont alertées par des moyens appropriés</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les systèmes fonctionnels qui garantissent le respect des prescriptions dans la partie en activité de l'établissement.</p> <p>Dans les parties en travaux, les systèmes de détection d'incendie vont être renforcés. L'exploitant devra donc présenter ces modifications dans le PAC à transmettre dans le délai indiqué dans la fiche n°1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Évacuation et désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation et désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. La toiture comporte, sur 2 % au moins de sa surface, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (lanterneaux fusibles et ouvrants par exemple). Les commandes manuelles des ouvrants sont placées à proximité des accès. Le site est également équipé de 3 écrans de cantonnement de désenfumage disposant d'une retombée de 2 m et stables au feu 30 minutes, sous toiture. Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et réparties dans le bâtiment de façon à éviter les culs de sac. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés. Des plans sont affichés en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection les systèmes fonctionnels qui garantissent le respect des prescriptions dans la partie en fonctionnement de l'établissement.</p> <p>Dans les parties en travaux, la surface des ouvrants de désenfumage va être augmentée.</p>

L'exploitant devra donc présenter ces modifications dans le PAC à transmettre dans le délai indiqué dans la fiche n°1
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant sans être inférieur à 704 m³. Si la capacité de confinement est confondue avec le bassin de collecte et de traitement des eaux pluviales mentionnés à l'article 4.3.5 du présent arrêté, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les capacités de confinement du site ne sont pas impactées par les travaux en cours. Leur vidange a été assurée suite à l'incendie.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite